

verne mens établis, pendant que, non moins hautement, elles les assujétissait eux-mêmes de plus en plus aux rigoureuses maximes de la morale universelle, dont l'active conservation devait spécialement lui appartenir. Soit d'abord sous la prépondérance romaine, soit ensuite auprès des guerriers du Nord, cette puissance nouvelle, quelque ambition qu'on lui supposât, ne pouvait certainement viser qu'à modifier graduellement, par l'influence morale, un ordre politique préexistant et pleinement indépendant, sans pouvoir jamais réellement tendre à en absorber la domination exclusive, abstraction faite d'ailleurs des aberrations accidentelles, qui ne sauraient avoir aucune grande importance historique.

Quand on examine aujourd'hui, avec une impartialité vraiment philosophique, l'ensemble de ces grandes contestations si fréquentes, au moyen-âge, entre les deux puissances, on ne tarde pas à reconnaître qu'elles furent, presque toujours, essentiellement défensives de la part du pouvoir spirituel, qui, lors même qu'il recourait à ses armes les plus redoutables, ne faisait le plus souvent que lutter noblement pour le maintien convenable de la juste indépendance qu'exigeait en lui l'accomplissement réel de sa principale mission, et sans pouvoir, en la plupart des cas, y

parvenir enfin suffisamment. La tragique destinée de l'illustre archevêque de Cantorbery; et une foule d'autres cas tout aussi caractéristiques quoique moins célèbres, prouvent clairement que, dans ces combats si mal jugés, le clergé n'avait alors d'autre but essentiel que de garantir de toute usurpation temporelle le libre choix normal de ses propres fonctionnaires; ce qui certes devrait sembler maintenant la prétention la plus légitime, et même la plus modeste, à laquelle cependant l'église a été finalement partout obligée de renoncer essentiellement, même avant l'époque de sa décadence formelle. Toute théorie vraiment rationnelle sur la démarcation fondamentale des deux puissances devra, ce me semble, être directement déduite de ce principe général, indiqué par la nature même d'un tel sujet, et vers lequel a toujours convergé, en effet, d'une manière plus ou moins appréciable, la marche spontanée de l'ensemble des évènements humains, mais qui pourtant n'a jamais été jusqu'ici nettement saisi par personne: le pouvoir spirituel étant essentiellement relatif à l'éducation, et le pouvoir temporel à l'action, en prenant ces termes dans leur entière acception sociale, l'influence de chacun des deux pouvoirs doit être, en tout système où ils sont réellement séparables, pleinement souveraine en

ce qui concerne sa propre destination, et seulement consultative envers la mission spéciale de l'autre, conformément à la coordination naturelle des fonctions correspondantes, comme je l'expliquerai plus formellement, au cinquante-septième chapitre, à l'égard du nouvel ordre social, en terminant notre opération historique. On aura, sans doute, une idée suffisamment complète des principaux offices ordinaires du pouvoir spirituel, dans l'intérieur de chaque nation, si, à cette grande attribution élémentaire de l'éducation proprement dite, première base nécessaire de sa puissance totale, on ajoute cette influence, indirecte mais continue, sur la vie active, qui en constitue à la fois l'inévitable suite et le complément indispensable, et qui consiste à rappeler convenablement, dans la pratique sociale, soit aux individus, soit aux classes, les principes que l'éducation avait préparés pour la direction ultérieure de leur conduite réelle, en prévenant ou rectifiant leurs diverses déviations, autant du moins que le comporte le seul emploi de cette force morale. Quant à ses fonctions sociales les plus générales, et par lesquelles il a été, au moyen-âge, principalement caractérisé, pour le règlement moral des relations internationales, elles se réduisent encore essentiellement à une sorte de prolongement spontané

de la même destination primordiale, puisqu'elles résultent naturellement de l'extension graduelle d'un système uniforme d'éducation à des populations trop éloignées et trop diverses pour ne pas exiger autant de gouvernemens temporels distincts et indépendans les uns des autres : ce qui les laisserait habituellement sans aucun lien politique régulier, si, d'après cet office commun, qui le rend simultanément concitoyen de tous ces différens peuples, le pouvoir spirituel ne devait, même involontairement, acquérir auprès d'eux ce juste crédit universel qui lui permet de se constituer au besoin le médiateur le plus convenable et l'arbitre le plus légitime de leurs contestations quelconques, ou même, en certains cas, le promoteur rationnel de leur activité collective. Or, toutes les attributions spirituelles étant ainsi judicieusement systématisées à l'aide de l'unique principe de l'éducation, ce qui doit nous permettre désormais d'embrasser aisément d'un seul regard philosophique l'ensemble de ce vaste organisme, le lecteur pourra facilement reconnaître, sans nous arrêter ici à aucune discussion spéciale, que, comme je l'ai ci-dessus annoncé, la puissance catholique, bien loin de devoir être le plus souvent accusée d'usurpations graves sur les autorités temporelles, n'a pu, au

contraire, ordinairement obtenir d'elles, à beaucoup près, toute la plénitude de libre exercice qu'eût exigé le suffisant accomplissement journalier de son noble office, aux temps même de sa plus grande splendeur politique, depuis le milieu environ du onzième siècle jusque vers la fin du treizième : ce qui devait tenir, soit à ce qu'il y avait de prématuré, pour une telle époque, dans une aussi éminente innovation sociale, soit surtout à la nature trop imparfaite de la doctrine vague et chancelante qui en constituait le premier fondement. Aussi je crois pouvoir assurer que, de nos jours, les philosophes catholiques, à leur insu trop affectés eux-mêmes de nos préjugés révolutionnaires, qui disposent à justifier d'avance toutes les mesures quelconques du pouvoir temporel contre le pouvoir spirituel, ont été, en général, beaucoup trop timides, sans excepter même le plus énergique de tous, dans leur juste défense historique d'une telle institution ; parce que leur position vicieuse leur imposait nécessairement l'obligation, pour eux maintenant aussi impossible à remplir qu'à éviter, de préconiser, d'une manière absolue, comme indéfiniment applicable, une politique qui n'avait pu et dû être que temporaire et relative, et dont aucun d'eux n'eût osé proposer aujourd'hui la restauration to-

tale, prescrite cependant, avec une pleine évidence logique, par leurs propres principes. Quoi qu'il en soit, l'action réelle de ces divers obstacles essentiels n'a pu entièrement empêcher le catholicisme d'accomplir immédiatement, au moyen-âge, sa plus grande mission provisoire pour l'évolution fondamentale de l'humanité, ainsi que je l'expliquerai ci-dessous ; ni de donner enfin au monde, par sa seule existence, l'ineffaçable exemple, suffisamment caractéristique malgré sa courte période d'efficacité, de l'heureuse influence capitale que peut exercer, sur le perfectionnement général de notre sociabilité, l'introduction convenable d'un vrai pouvoir spirituel, dont tous les philosophes devraient aujourd'hui sentir qu'il s'agit surtout de réorganiser désormais l'indispensable institution, d'après des bases intellectuelles à la fois plus directes, plus étendues, et plus durables.

La classe spéculative, sans pouvoir absorber entièrement l'ascendant politique, comme dans les théocraties, et sans devoir rester essentiellement extérieure à l'ordre social, comme sous le régime grec, a commencé alors à prendre le caractère général qui lui est radicalement propre, d'après les lois immuables de la nature humaine, et qu'elle doit ultérieurement développer de plus en plus, suivant le double progrès continu de

l'intelligence et de la sociabilité; car elle s'est dès lors constituée, au milieu de la société, en état permanent d'observation calme et éclairée, et toutefois nullement indifférente, d'un mouvement pratique journalier auquel elle ne pouvait participer personnellement que d'une manière indirecte, par sa seule influence morale; en sorte que, toujours directement placée, de sa nature, au vrai point de vue de l'économie générale, dont les besoins réels ne pouvaient avoir ordinairement d'organe plus spontané ni plus fidèle, comme de plus convenable conseiller, elle se trouvait éminemment apte, en parlant à chacun au nom de tous, à rappeler avec énergie, dans la vie active, soit aux individus, soit aux classes, et même aux nations, la considération abstraite du bien commun, graduellement effacée sous les innombrables divergences, à la fois morales et intellectuelles, engendrées par l'essor, de plus en plus discordant, des opérations partielles. Dès cette mémorable époque, une première ébauche de division régulière entre la théorie et l'application a commencé à se réaliser enfin, dans l'ordre des idées sociales, comme elle l'était déjà, plus ou moins heureusement, envers toutes les autres notions moins compliquées; les principes politiques ont pu cesser d'être empiriquement cons-

truits à mesure que la pratique venait à l'exiger; les nécessités sociales ont pu être, à un certain degré, sagement considérées d'avance, de manière à leur préparer en silence une satisfaction moins orageuse, sans qu'une telle préoccupation dût cependant troubler immédiatement l'ordre effectif; enfin, un certain essor légitime a été ainsi habituellement imprimé à l'esprit d'amélioration sociale, et même de perfectionnement politique: en un mot, l'ensemble de la vraie politique a commencé à prendre dès lors, sous le rapport intellectuel, un caractère de sagesse, d'étendue, et même de rationalité, qui n'avait pu encore exister, et qui, sans doute, eût été déjà plus marqué, d'après l'esprit fondamental de cette grande institution, si la philosophie, malheureusement théologique, qu'elle était évidemment contrainte d'employer, n'avait dû beaucoup restreindre, et même gravement altérer, une telle propriété. Moralement envisagée, on ne saurait douter que cette admirable modification de l'organisme social n'ait directement tendu à développer, jusque dans les derniers rangs des populations qui ont pu en subir suffisamment la salutaire influence, un profond sentiment de dignité et d'élevation, jusque alors presque inconnu; par cela seul que la morale universelle, ainsi constituée, d'un aveu

unanime, en dehors et au-dessus de la politique proprement dite, autorisait spontanément, à un certain degré, le plus chétif chrétien à rappeler formellement, en cas opportun, au plus puissant seigneur les inflexibles prescriptions de la doctrine commune, base première de l'obéissance et du respect, dès-lors susceptibles d'être limités à la fonction, au lieu de se rapporter uniquement à la personne : comme je le disais dans mon travail de 1826, la soumission a pu alors cesser d'être servile, et la remontrance d'être hostile ; ce qui était essentiellement impossible, pour les classes inférieures, dans l'ancienne économie sociale, où la règle morale émanait nécessairement, du moins en principe, de la même autorité active qui en devait recevoir l'application, par une suite inévitable de la confusion radicale des deux pouvoirs élémentaires. Enfin, sous l'aspect purement politique, il est surtout évident d'abord que cette heureuse régénération sociale a essentiellement réalisé la grande utopie des philosophes grecs, en ce qu'elle contenait d'utile et de raisonnable, tout en écartant énergiquement ses folles et dangereuses aberrations, puisqu'elle a constitué, autant que possible, au milieu d'un ordre entièrement fondé sur la naissance, la fortune, ou la valeur militaire, une classe immense et puissante,

où la supériorité intellectuelle et morale était ouvertement consacrée comme le premier titre à l'ascendant réel, et n'a point cessé, en effet, de conduire souvent aux plus éminentes positions d'une telle hiérarchie, tant que le système a pu vraiment conserver une pleine vigueur : en sorte que cette même capacité qui, d'après nos explications préliminaires, eût été, de toute nécessité, profondément perturbatrice ou oppressive si la société lui avait été entièrement livrée, suivant le rêve insensé des Grecs, pouvait devenir dès lors, au contraire, par cette large issue partielle, si éminemment conforme à sa nature, l'indispensable guide régulier du progrès commun ; solution essentiellement satisfaisante, que nous n'avons, en quelque sorte, qu'à imiter aujourd'hui, en la reconstruisant sur de meilleurs fondemens. Il serait d'ailleurs superflu d'insister ici sur les avantages trop manifestes que devait spontanément offrir la division fondamentale des deux pouvoirs pour présenter, sans anarchie, un énergique point d'appui général à toutes les réclamations légitimes, auxquelles se trouvait ainsi nécessairement intéressée d'avance la corporation spéculative, dont le principal pouvoir résultait inévitablement de la seule considération que pour vaient lui mériter, dans l'ensemble de la popula-

tion, ses services continus de protection sociale, et qui, en effet, a rapidement déchu, même indépendamment de l'extinction des croyances, dès que le clergé, ayant perdu son indépendance, a eu bien plus besoin d'être protégé lui-même, et a cessé réellement, auprès des masses, le mémorable patronage qu'il avait si utilement exercé, au temps de sa maturité politique. Dans l'ordre international, aucun philosophe ne saurait aujourd'hui méconnaître, en principe, l'évidente aptitude caractéristique de l'organisation spirituelle à une extension territoriale presque indéfinie, partout où il existe une suffisante similitude de civilisation, susceptible de comporter la régularisation des rapports continus ou habituels; tandis que l'organisation temporelle ne peut excéder, par sa nature, des limites beaucoup plus étroites, sans une intolérable tyrannie, dont la stabilité est impossible: il n'est pas moins irréusable, en fait, que la hiérarchie papale a constitué, au moyen-âge, le principal lien ordinaire des diverses nations européennes, depuis que la domination romaine avait cessé de pouvoir les réunir suffisamment; et, sous ce rapport, l'influence catholique doit être jugée, comme le remarque très justement De Maistre, non-seulement par le bien ostensible qu'elle a produit, mais sur-

tout par le mal imminent qu'elle a secrètement prévenu, et qui, à ce titre même, doit être plus difficilement appréciable; mais je puis heureusement, à ce sujet, me borner à renvoyer simplement le lecteur au mémorable ouvrage de cet illustre penseur.

Si, afin d'abréger, nous mesurons ici la valeur politique d'une telle organisation d'après cette seule propriété, assez décisive, en effet, pour que le nom spécial du système en ait été spontanément déduit, nous trouverons qu'elle permet, mieux qu'aucune autre, d'estimer exactement à la fois la supériorité et l'imperfection du catholicisme, comparé, en général, soit au régime qu'il a remplacé, soit à celui qui doit le suivre. Car, d'un côté, l'organisation catholique a pu embrasser une étendue de territoire et de population beaucoup plus considérable que n'avait pu le faire le système romain, qui, primitivement destiné à une cité unique, n'a pu agrandir progressivement son domaine que par voie d'adoption forcée, en exigeant une compression graduellement croissante, et finalement intolérable, quand les extrémités sont devenues trop éloignées du centre, où tous les pouvoirs étaient radicalement condensés. Quoique le catholicisme commençât déjà à se trouver en pleine décadence lorsque

L'Inde et l'Amérique ont été colonisées, il s'y est néanmoins étendu spontanément sans effort, tandis qu'une telle adjonction eût certainement constitué, aux yeux des plus ambitieux Romains, une gigantesque rêverie, si elle eût pu leur être proposée. Mais, d'une autre part, il est sensible que le catholicisme, malgré sa juste tendance à l'universalité, n'a pu réellement s'assimiler, aux temps même de sa plus grande splendeur, que la moindre partie du monde civilisé : puisque, avant même que sa constitution propre fût suffisamment mûre, le monothéisme musulman lui avait enlevé d'avance une portion très notable, et à jamais perdue, de la race blanche, et que, quelques siècles après, le monothéisme byzantin qui, sous une vaine conformité de dogmes, en est, au fond, presque aussi différent que le mahométisme, lui avait irrévocablement aliéné la moitié du monde romain. Loin d'offrir rien d'accidentel, ces restrictions, profondément nécessaires, doivent être vraiment regardées, du point de vue philosophique, comme une conséquence directe et inévitable de la nature éminemment vague et arbitraire des croyances théologiques, qui, même en organisant, par de laborieux artifices, une dangereuse compression intellectuelle, dont le prolongement réel est d'ailleurs très limité, ne peuvent jamais

déterminer une suffisante convergence mentale entre des populations trop nombreuses et trop distantes, qu'une philosophie purement positive pourra seule un jour solidement rapprocher en une communion durable, à quelque degré que puisse parvenir l'expansion de notre race, comme l'ensemble de notre analyse historique le rendra, j'espère, pleinement incontestable.

Après avoir ainsi sommairement caractérisé la grande destination sociale du pouvoir catholique, il est indispensable, pour compléter suffisamment cette appréciation politique du catholicisme, de considérer maintenant, d'un coup d'œil rapide, les principales conditions d'existence, sans lesquelles il eût été essentiellement incapable, à la manière des autres monothéismes, de réaliser assez cet office politique, non plus que sa mission purement morale, que nous devons ultérieurement examiner, et qui constitue, sans aucun doute, son plus utile et plus admirable ouvrage, dont l'heureuse influence sur la destinée totale de notre espèce est nécessairement à jamais impérissable, malgré l'inévitable décadence de sa première base intellectuelle.

Quelle que soit la restriction que doive être ici l'analyse générale de ces indispensables conditions de l'existence sociale du catholicisme, j'y crois cepen-

dant devoir expressément signaler leur distinction rationnelle en deux classes essentielles, suivant leur nature statique ou dynamique, les unes relatives à l'organisation propre de la hiérarchie catholique, les autres se rapportant à l'accroissement même de sa destination fondamentale. Considérons d'abord et surtout les premières, dont le vrai caractère, quoique spontanément très prononcé, et, par suite, facile à apprécier avec justesse, a été, dans les trois derniers siècles, profondément obscurci par l'irrationnelle critique, d'abord des protestans, et ensuite des déistes, s'obstinant, d'une manière si puérole, à toujours ramener exclusivement le type de l'organisme chrétien au temps de sa primitive ébauche, comme si les institutions humaines devaient indéfiniment rester à l'état fœtal, et ne devaient pas être, au contraire, principalement jugeables d'après leur pleine maturité, quoique leur essor initial doive constamment renfermer le germe, plus ou moins sensible, de tous les développemens ultérieurs, ainsi que les philosophes catholiques l'ont nettement démontré pour le cas actuel.

En examinant, même sommairement, d'un point de vue vraiment philosophique, l'ensemble de la constitution ecclésiastique, on ne saurait

être surpris de l'énergique ascendant politique qu'a dû prendre universellement, au moyen-âge, une puissance aussi fortement organisée, également supérieure à tout ce qui l'entourait et à tout ce qui l'avait précédée. Directement fondée sur le mérite intellectuel et moral, qui si long-temps y fut le principe habituel de la plus éminente élévation, à la fois mobile et stable dans la plus juste mesure générale, liant profondément toutes ses diverses parties sans trop comprimer leur propre activité, du moins tant que le système a pu maintenir sa prépondérance, cette admirable hiérarchie devait alors inspirer spontanément, même à ses moindres membres, quand leur caractère personnel était au niveau de leur mission sociale, un juste sentiment de supériorité, quelquefois trop dédaigneuse, envers les organismes grossiers dont ils faisaient temporairement partie, et où tout reposait, au contraire, principalement sur la naissance, modifiée, soit par la fortune, soit par l'aptitude militaire. Quand elle a pu se dégager suffisamment des formes trop imparfaites propres à sa première enfance, l'organisation catholique a, d'une part, attribué graduellement au principe électif une plénitude d'extension jusque alors entièrement inconnue, puisque les choix, toujours restreints,



dans les anciennes républiques, à une caste déterminée, ont pu dès lors embrasser ordinairement l'ensemble de la société, sans en excepter les moindres rangs, qui ont alors tant fourni de cardinaux et même de papes: d'une autre part, sous un aspect moins apprécié mais non moins capital, elle a radicalement perfectionné la nature de ce principe politique, en le rendant plus rationnel, par cela seul qu'elle substituait essentiellement désormais le choix réel des inférieurs par les supérieurs à la disposition inverse, jusque alors exclusive, quoique seulement convenable à l'ordre temporel; sans toutefois que cette substitution nouvelle méconnût essentiellement la juste influence consultative que devaient, pour le bien commun, conserver, en de tels cas, les légitimes réclamations des subordonnés. Le mode caractéristique d'élection habituelle à la suprême dignité spirituelle, devra toujours être regardé, ce me semble, comme un véritable chef-d'œuvre de sagesse politique; où les garanties générales de stabilité réelle et de convenable préparation se trouvaient encore mieux assurées que n'eût pu le permettre l'empirique expédient de l'hérédité, tandis que la bonté et la maturité des choix, en tant qu'elles peuvent dépendre de la nature du procédé, y devaient être spontanément favorisées;

soit par la haute sagesse des électeurs les mieux appropriés, soit par la faculté, soigneusement ménagée, de laisser surgir, de tous les rangs de la hiérarchie, la capacité la plus propre à présider au gouvernement ecclésiastique, après un indispensable noviciat actif: ensemble de précautions successives vraiment admirable, et pleinement en harmonie avec l'extrême importance de cette éminente fonction, où les philosophes catholiques ont si justement placé le nœud fondamental de tout le système ecclésiastique.

On doit également reconnaître la haute portée politique, jusqu'au déclin du système, de ces institutions monastiques qui, outre leurs incontestables services intellectuels, constituaient certainement l'un des éléments les plus indispensables de cet immense organisme. Spontanément nées du pressant besoin que devaient éprouver, à l'origine du catholicisme, les esprits les plus contemplatifs de se dégager; autant que possible, de l'exorbitante dissipation et de la corruption excessive du monde contemporain; ces institutions spéciales, maintenant connues par les seuls abus des temps de décadence, furent, en général, le berceau nécessaire où s'élaborèrent, long-temps à l'avance, les principales conceptions chrétiennes, soit dogmatiques, soit même pratiques. Leur ré-

gine fondamental devint ensuite l'apprentissage permanent de la classe spéculative, dont les membres les plus actifs venaient souvent retremper ainsi l'énergie et la pureté de leur caractère, trop susceptible d'altération par les contacts temporels journaliers; et la fondation ou la réformation des ordres offraient d'ailleurs directement, pour une telle époque, au génie politique, une heureuse issue élémentaire, et un utile exercice continu, qui ne sauraient plus être convenablement appréciés, depuis l'inévitable désorganisation de ce vaste système provisoire d'organisation spirituelle. Enfin, sous l'aspect politique le plus étendu, il est clair que, sans une pareille influence, ce système n'eût pu acquérir, et encore moins conserver, dans les relations européennes, cet attribut de généralité qui lui était indispensable, et qui eût été rapidement absorbé par l'esprit de nationalité vers lequel devait tendre chaque clergé local, si cette milice contemplative, bien mieux placée, par sa nature, au point de vue vraiment universel, n'en eût toujours reproduit spontanément la pensée directe, en donnant aussi, au besoin, l'exemple d'une indépendance qui lui devait être plus facile.

La principale condition d'efficacité commune à toutes les diverses propriétés politiques que je

viens de signaler dans la constitution catholique, consistait surtout en cette puissante éducation spéciale du clergé, qui devait alors rendre le génie ecclésiastique habituellement si supérieur à tout autre, non-seulement en lumières de tous genres, mais, au moins autant, en aptitude politique. Car, les modernes défenseurs du catholicisme, en faisant justement valoir, sous le point de vue intellectuel, une telle éducation comme étant, à cette époque, essentiellement au niveau de l'état le plus avancé de la philosophie générale, encore éminemment métaphysique, n'ont point eux-mêmes assez apprécié la haute portée réelle d'un nouvel élément capital qui devait spontanément caractériser la destination sociale de cette éducation, même sans donner lieu à un enseignement formulé, c'est-à-dire l'histoire, alors nécessairement introduite dans les hautes études ecclésiastiques, au moins comme histoire de l'église. Si l'on considère l'incontestable filiation générale qui, surtout aux premiers temps, rattachait intimement le catholicisme, d'une part, au régime romain, d'une autre, à la philosophie grecque, et même, par le judaïsme, aux plus antiques théocraties; si l'on pense à l'intervention continue, de plus en plus importante, que, dès sa naissance, il avait inévitablement exercée dans toutes les

principales affaires humaines, on concevra sans peine que, depuis sa plus éminente maturité sous le grand Hildebrand, l'histoire de l'église tendait, au fond, à constituer spontanément, pour cette époque, une sorte d'histoire fondamentale de l'humanité, essentiellement envisagée sous l'aspect social; et ce qu'un semblable point de vue devait évidemment offrir d'étroit, se trouvait alors très heureusement compensé par l'unité de conception et de composition qui en résultait naturellement, et qui ne pouvait, sans doute, être encore autrement obtenue; en sorte que l'on doit cesser d'être surpris que l'origine philosophique des spéculations historiques vraiment universelles soit due au plus noble génie du catholicisme moderne. Il serait, sans doute, inutile de faire ici expressément ressortir l'évidente supériorité politique que l'habitude régulière d'un tel ordre d'études et de méditations devait nécessairement procurer aux penseurs ecclésiastiques, au milieu d'une ignorante aristocratie temporelle, dont la plupart de membres n'attachaient guère d'importance historique qu'à la généalogie de leur maison, sauf l'intérêt accessoire qu'ils pouvaient prendre à quelques incohérentes chroniques, provinciales ou, tout au plus, nationales. Quelque avancée que soit réellement aujourd'hui l'irrévocable déca-

dence, intellectuelle et sociale, du catholicisme, ce privilège caractéristique doit encore s'y faire sentir à un certain degré, parce qu'aucune classe ne s'est disposée jusqu'ici à mieux remplir cette grande attribution philosophique; il est probable, en effet, que, dans les rangs élevés de sa hiérarchie, on continue à trouver plus qu'ailleurs des esprits distingués spontanément susceptibles de se placer convenablement au vrai point de vue de l'ensemble des affaires humaines, quoique la déchéance politique de leur corporation ne leur permette plus de manifester suffisamment, ni même peut-être de cultiver assez, une telle propriété.

Enfin, quelque rapide que doive être cette appréciation, je ne négligerai point d'y signaler, pour la première fois, un dernier caractère de haute philosophie politique, que les plus illustres défenseurs du système catholique ne pouvaient y saisir nettement, et qui, par suite, me semble être resté essentiellement inaperçu jusqu'ici. Il s'agit de l'heureuse discipline fondamentale par laquelle le catholicisme, aux temps de sa grandeur, a directement tenté avec succès de diminuer, autant que possible, les dangers politiques de l'esprit religieux, en restreignant de plus en plus le droit d'inspiration surnaturelle, qu'aucune

domination spirituelle fondée sur les doctrines théologiques ne saurait d'ailleurs se dispenser entièrement de consacrer en principe, mais que l'organisation catholique a notablement réduit et entravé par de sages et puissantes prescriptions habituelles, dont l'importance ne saurait être comprise que par comparaison à l'état précédent, et même, en quelque sorte, à l'état suivant. Cette inévitable tendance théologique à de vagues et arbitraires perturbations, individuelles ou sociales, se trouvait nécessairement encouragée, au plus haut degré, sous le régime polythéique, qui, pour ainsi dire, offrait toujours directement quelque divinité disposée à protéger spécialement une inspiration quelconque. Malgré que le monothéisme, en général, ait dû spontanément en réduire aussitôt l'extension, et en modifier radicalement l'exercice, il a pu cependant lui laisser encore un très dangereux essor, comme le témoigne clairement l'exemple des juifs, habituellement inondés de prophètes et d'illuminés, qui d'ailleurs y avaient, jusqu'à un certain point, leur office reconnu, quoique irrégulier. Digne organe nécessaire d'un état mental plus avancé, le catholicisme a graduellement restreint, avec une sagesse trop peu appréciée, le droit direct d'inspiration surnaturelle, en le représentant

comme éminemment exceptionnel, en le bornant à des cas de plus en plus graves, à des élus de plus en plus rares, et à des temps de moins en moins rapprochés, en l'assujettissant enfin à des vérifications d'authenticité de plus en plus sévères, soit chez les laïques, soit chez les clercs eux-mêmes, habituellement contenus, en outre, à cet égard comme à tout autre, par l'organisation hiérarchique : son usage régulier et continu a été essentiellement réduit à ce que la nature du système rendait strictement indispensable, aussitôt que toutes les communications divines ont été, en principe, exclusivement réservées d'ordinaire à la suprême autorité ecclésiastique. Cette infaillibilité papale, si amèrement reprochée au catholicisme, constituait donc, à vrai dire, sous un tel point de vue, un très grand progrès intellectuel et social, outre son évidente nécessité pour l'ensemble du régime théologique, où, selon la judicieuse théorie de De Maistre, elle ne formait réellement que la condition religieuse de la juridiction finale, sans laquelle les inépuisables contestations, journellement suscitées par d'aussi vagues doctrines, eussent indéfiniment troublé la société. En ôtant au souverain pontife cette indispensable prérogative, l'esprit d'inconséquence, qui caractérise le protestantisme, bien loin de supprimer le droit d'inspiration divine,

tendait directement, au contraire, à l'augmenter beaucoup, et par suite à faire rétrograder, à ce titre comme à tant d'autres, le développement graduel de l'humanité, ainsi que je l'expliquerai spécialement au chapitre suivant; puisque sa prétendue réformation consistait entièrement, sous ce rapport, à vulgariser de plus en plus cette mystique faculté, et finalement à l'individualiser: ce qui n'eût pu manquer de produire d'immenses désordres, d'abord intellectuels, et ensuite sociaux, si la décadence simultanée de toute théologie quelconque n'en eût alors nécessairement prévenu l'essor spontané, dont les traces rudimentaires sont néanmoins fort appréciables. Du reste, en reconnaissant ici cette importante propriété générale du monothéisme catholique, le lecteur judicieux aura, sans doute, naturellement remarqué l'éclatante confirmation qu'elle présente directement à la proposition capitale de philosophie historique, établie au chapitre précédent, que, dans le passage du polythéisme au monothéisme, l'esprit religieux a réellement subi un inévitable décroissement intellectuel: car, nous voyons ainsi le catholicisme constamment occupé, dans la vie réelle, personnelle ou collective, à augmenter graduellement le domaine habituel de la sagesse humaine aux dépens de celui,

jusque alors si étendu, de l'inspiration divine.

Après avoir suffisamment indiqué les vrais principes philosophiques qui doivent présider à un examen approfondi des conditions générales de l'existence sociale du catholicisme, je ne saurais m'arrêter aucunement à la considération des institutions spéciales, quelle qu'en ait dû être l'efficacité réelle pour le développement et le maintien de ce grand organisme. C'est ainsi, par exemple, que je ne dois pas déterminer ici l'importance très grave qu'a présenté, sous ce rapport, l'usage spontané d'une sorte de langue sacrée, par la conservation du latin dans la corporation sacerdotale, quand il eut cessé de rester vulgaire: et, cependant, il n'est pas douteux qu'un tel moyen, systématiquement réglé, a constitué naturellement, à divers titres essentiels, un utile auxiliaire permanent de la puissance catholique, soit au dedans, soit au dehors, en facilitant à la fois sa communication et sa concentration, et même en retardant notablement l'inévitable époque où l'esprit de critique individuelle viendrait graduellement démolir ce noble édifice social, dont les bases intellectuelles étaient si précaires. Mais, évidemment forcé de renvoyer au *Traité* spécial déjà promis une telle appréciation, et beaucoup d'autres analogues, quel qu'en puisse être l'intérêt réel, je ne dois

pas néanmoins éviter de signaler encore deux conditions capitales, l'une morale, l'autre politique, qui, sans être, par leur nature, aussi fondamentales que celles ci-dessus caractérisées, ont toutefois été vraiment indispensables, chacune à sa manière, au plein développement du catholicisme, et devaient, en même temps, résulter spontanément de son entière maturité. Toutes deux étaient impérieusement prescrites par la nature spéciale d'une telle époque et d'un tel système, beaucoup plus que par la nature générale de l'organisation spirituelle; distinction importante, qui doit dominer leur appréciation philosophique, autrement confuse et incohérente.

La première consiste dans l'institution, véritablement capitale, du célibat ecclésiastique, dont le développement, long-temps entravé, et enfin complété par le puissant Hildebrand, a été ensuite justement regardé comme l'une des bases les plus essentielles de la discipline sacerdotale. Il serait entièrement superflu de rappeler ici les motifs assez connus qui, puisés dans la saine appréciation générale de la nature humaine, expliquent son influence nécessaire sur le meilleur accomplissement, intellectuel ou social, des fonctions spirituelles : nous devons même éviter soigneusement d'entamer, d'une manière directe ou indirecte, l'examen

de la convenance de cette institution pour le nouveau pouvoir spirituel, ultérieurement destiné à réorganiser les sociétés modernes; cette question délicate, aujourd'hui trop prématurée, serait certainement oiseuse à agiter, et peut-être dangereuse; elle ne saurait être décidée convenablement, d'après une expérience graduelle suffisamment approfondie, que par ce pouvoir lui-même, déjà presque constitué, à l'exemple du catholicisme, quoique beaucoup moins tard. Mais, quant à l'indispensable nécessité relative de cette importante disposition à l'égard du catholicisme, il est aisé de la reconnaître, avec une pleine et irrésistible évidence, malgré tant de sophismes protestans ou philosophiques, même indépendamment des conditions trop manifestes qu'imposait, sous ce rapport, l'exécution journalière des principales fonctions morales du clergé, et surtout de la confession. Il suffit pour cela, en se bornant aux seules considérations politiques, nationales ou européennes, de se représenter convenablement le véritable état général d'une telle société, où, sans le célibat, la hiérarchie catholique n'aurait pu certainement obtenir ou conserver, aux temps mêmes de sa plus grande splendeur, ni l'indépendance sociale ni la liberté d'esprit nécessaires à l'accomplissement suffisant de sa grande mission

provisoire. La tendance universelle, encore si prépondérante, à l'inévitable hérédité de toutes les fonctions quelconques, sous la seule exception capitale des fonctions ecclésiastiques, eût alors, sans aucun doute, irrésistiblement entraîné le clergé à l'imitation continue d'aussi puissants exemples, comme le montre clairement l'analyse judicieuse des dispositions contemporaines, si l'heureuse institution du célibat ne l'en eût radicalement préservé, quelle qu'ait pu y être d'ailleurs l'influence réelle du népotisme, toujours nécessairement exceptionnel, et dont la saine appréciation ne fait, au reste, que mieux ressortir le besoin de lutter, avec une continuelle énergie, contre une telle disposition spontanée, qui, si elle eût prévalu, aurait certainement fini par annuler essentiellement la division fondamentale des deux pouvoirs élémentaires, d'après l'imminente transformation graduelle, que les papes ont alors si péniblement contenue, des évêques en barons et des prêtres en chevaliers. On n'a point assez apprécié l'innovation hardie et vraiment fondamentale que le catholicisme a radicalement opérée dans l'organisme social, en supprimant ainsi à jamais l'hérédité sacerdotale, profondément inhérente à l'économie de toute l'antiquité, non-seulement sous le régime théocratique proprement dit, mais aussi

chez les Grecs, et même chez les Romains, où les divers offices pontificaux de quelque importance constituaient essentiellement le patrimoine exclusif de quelques familles privilégiées, ou, tout au moins, d'une certaine caste; l'élection, d'ailleurs très circonscrite, n'y ayant obtenu que fort tard une part purement accessoire, par une simple concession graduelle, toujours plus apparente que réelle. Si l'on eût mieux compris de tels antécédents, on eût à la fois senti l'importance et la difficulté de l'immense service politique rendu par le catholicisme, lorsque, en établissant le principe du célibat ecclésiastique, il a posé enfin une insurmontable barrière à cette disposition universelle, dont l'irrévocable abolition, envers des fonctions aussi éminentes, a constitué réellement l'effort le plus décisif contre le système des castes, ultérieurement menacé d'ailleurs dans toutes ses autres parties, d'après la seule influence graduelle de cette grande modification spontanée : nulle autre appréciation spéciale n'est aussi propre peut-être à vérifier combien le système catholique était en avant de la société sur laquelle il devait agir. Je ne saurais m'abstenir, à ce sujet, de signaler incidemment l'inconséquence et la légèreté des aveugles adversaires habituels du catholicisme, qui, en confondant, d'une part, le régime catho-

lique avec celui, si radicalement distinct, des vraies théocraties antiques. Lui ont, d'une autre part, simultanément adressé d'amers reproches sur cette institution générale du célibat ecclésiastique, essentiellement destinée, au contraire, par sa nature caractéristique, à rendre la pure théocratie radicalement impossible, en garantissant, d'une manière plus spéciale, à tous les rangs sociaux, le légitime accès des dignités sacerdotales.

Quant à l'autre condition spéciale subsidiaire de l'existence politique du catholicisme au moyen-âge, elle consiste dans la nécessité, fâcheuse mais indispensable, d'une principauté temporelle suffisamment étendue, directement annexée à jamais au chef-lieu général de l'autorité spirituelle, afin de mieux garantir sa pleine indépendance européenne. Envers le nouveau pouvoir intellectuel et moral destiné à diriger la moderne réorganisation sociale, l'examen d'une telle condition serait certainement encore plus oiseux ainsi que plus prématuré, et finalement plus déplacé, que celui de la précédente. Mais, à l'égard du catholicisme, un pareil besoin ne saurait être douteux, en considérant la nature propre de cet organisme et sa principale destination, aussi bien que d'après sa vraie relation politique avec les puissances au sein desquelles il a dû surgir et vivre. Né, comme

on l'oublie trop aujourd'hui, dans un état social où les deux pouvoirs élémentaires étaient radicalement confondus, le système catholique eût été alors rapidement absorbé, ou plutôt politiquement annulé par la prépondérance temporelle, si le siège de son autorité centrale se fût trouvé enclavé dans quelque juridiction particulière, dont le chef n'eût pas tardé, suivant la pente primitive vers la concentration de tous les pouvoirs, à s'assujétir le pape comme une sorte de chapelain; à moins de compter naïvement sur la miraculeuse continuité indéfinie d'une suite de souverains comparables au grand Charlemagne, c'est-à-dire, comprenant assez le véritable esprit de l'organisation européenne au moyen-âge, pour être spontanément disposés à toujours respecter convenablement et à protéger dignement la haute indépendance pontificale. Quoique la philosophie théologique, une fois parvenue à l'état de monothéisme, tende naturellement, d'après nos explications antérieures, à déterminer la séparation des deux puissances, elle est nécessairement bien loin de pouvoir le faire avec l'énergie, la spontanéité, et la précision qui devront certainement caractériser, à ce sujet, la philosophie positive, ainsi que je l'indiquerai plus tard: en sorte que son influence, puissante mais vague, ne pouvait, à



cet égard, nullement dispenser, comme tant d'autres exemples d'un vain monothéisme l'ont clairement vérifié, du secours continu des conditions purement politiques, parmi lesquelles devait, sans doute, éminemment surgir l'obligation d'une certaine souveraineté territoriale, embrassant une population assez étendue pour, au besoin, se suffire provisoirement à elle-même; de manière à offrir un refuge assuré à tous les divers membres de cette immense hiérarchie, en cas de collision, partielle mais intense, avec les forces temporelles, qui, sans cette imminente ressource extrême, les auraient toujours tenus dans une trop étroite dépendance locale. Le siège spécial de cette principauté exceptionnelle était d'ailleurs nettement déterminé par l'ensemble de sa destination, puisque le centre de l'autorité la plus générale, seule destinée désormais à agir simultanément sur tous les points du monde civilisé, devait évidemment résider dans cette cité unique, si exclusivement propre à lier, par une admirable continuité active, l'ordre ancien à l'ordre nouveau, d'après les habitudes profondément enracinées qui, depuis plusieurs siècles, y rattachaient, de toutes parts, les pensées et les espérances sociales: De Maistre a fait très bien sentir que, dans la célèbre translation à Byzance, Constantin ne fuyait pas moins

moralement devant l'Église que politiquement devant les Barbares. Mais, du reste, l'irrécusable nécessité de cette adjonction temporelle à la suprême dignité ecclésiastique n'en doit pas faire oublier les graves inconvénients, essentiellement inévitables, soit envers l'autorité sacerdotale elle-même, soit pour la partie de l'Europe ainsi réservée à cette sorte d'anomalie politique. La pureté, et même la dignité, du caractère pontifical se trouvaient dès-lors exposées sans cesse à une imminente altération directe, par le mélange permanent des hautes attributions propres à la papauté, avec les opérations secondaires d'un gouvernement provincial; quoique, par suite même, du moins en partie, d'une telle discordance, le pape ait réellement toujours assez peu régné à Rome, sans excepter les plus belles époques du catholicisme, pour n'y pouvoir seulement comprimer suffisamment les factions des principales familles, dont les misérables luttes ont si souvent bravé et compromis son autorité temporelle: l'indispensable élévation de ce grand caractère politique, et sa généralité caractéristique, n'en ont pas moins souffert sans doute, par suite de l'ascendant trop exclusif que devaient ainsi obtenir graduellement les ambitions italiennes, et qui, après avoir favorisé d'abord le développement du système, n'a pas